

« 4. pour les conseils des communes divisées en « arrondissements : trois (3) sièges au titre de chaque « arrondissement dont un (1) siège supplémentaire et « deux (2) sièges retranchés du nombre de sièges réservés à « l'arrondissement en vertu du deuxième alinéa de l'article 128 « de la présente loi organique ;

« 5. pour les conseils d'arrondissements : trois (3) sièges « pour les conseillers de l'arrondissement dont un (1) siège « supplémentaire et deux (2) sièges retranchés du nombre de « sièges réservés à l'arrondissement.»

Article 3

Sont abrogées les dispositions de l'article 14, du premier alinéa de l'article 87, des premier et deuxième alinéas de l'article 112 et du chapitre 6 du titre III de la deuxième partie de la loi organique précitée n° 59-11.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6380 du 6 chaoual 1436 (23 juillet 2015).

**Dahir n° 1-15-120 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 83-13 complétant la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 83-13 complétant la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :  
Le Chef du gouvernement,  
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

\*  
\* \*

**Loi n° 83-13  
complétant la loi n° 77-03  
relative à la communication audiovisuelle**

Article unique

Les articles 2, 8 et 9 de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle promulguée par le dahir n° 1-04-257 du 25 kaada 1425 (7 janvier 2005) sont complétés comme suit :

« Article 2. - Pour l'application des dispositions de la « présente loi, constitue :

« ..... ;

« 3. Une publicité interdite :

« ..... ;

« f) celle ..... par « tout autre moyen ;

« g) celle portant atteinte à la femme ou comprenant « un message de nature à diffuser des stéréotypes négatifs « ou une image d'infériorité ou à inciter à une discrimination « à l'égard de la femme en raison de son sexe ;

« h) les messages publicitaires portant atteinte aux « personnes en raison de leur origine, de leur sexe, ou de leur « appartenance ou non à un groupe ethnique, à une nation « ou à une religion, notamment en les associant à des images, « des sons ou des scènes susceptibles de leur attirer le mépris « du public ;

« i) Les spots publicitaires qui mettent en danger la « sécurité mentale, physique et morale du jeune public ;

« j) La publicité comportant un message publicitaire « en faveur de tout service ou produit préjudiciable à la santé « des individus tels les armes à feu, les boissons alcoolisées, « les cigarettes, de toutes sortes, les jeux de hasard et les paris, « ou de tout autre produit dont la consommation est soumise « à la prescription d'un professionnel spécialisé, comme les « médicaments ; »

« Article 8. - Les opérateurs de communication « audiovisuelle doivent :

« - ..... ;

« - présenter objectivement ..... identifiables « comme tels ;

« - promouvoir la culture de l'égalité entre les sexes et « lutter contre la discrimination en raison du sexe, y compris « les stéréotypes précités portant atteinte à la dignité de la « femme ;

« - veiller au respect du principe de parité en ce qui « concerne la participation dans tous les programmes à « caractère politique, économique, social ou culturel ;

(La suite sans modification.)

« Article 9. - Sans préjudice des sanctions ..... de « parties de programmes ne doivent pas être susceptibles de :

« ..... ;

« - faire l'apologie de la violence ou inciter à la discrimination « raciale, ..... ;

« - inciter, directement ou indirectement, à la « discrimination à l'égard de la femme, à son exploitation ou « à son harcèlement ou à porter atteinte à sa dignité ;

« - Toute infraction des dispositions de l'article 2 est « passible des sanctions prévues à l'article 76. En cas de « récidive, les peines sont portées au double ;

« - comporter des incitations à des comportements « ..... ; »

(la suite sans modification.)

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6389 du 8 kaada 1436 (24 août 2015).